

Rapport sur la politique monétaire

7 novembre 2001

LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI

Déclaration préliminaire pour la conférence de presse

Depuis la parution du *Rapport* de mai dernier, un nouveau recul de la croissance mondiale et les actes terroristes commis aux États-Unis ont dicté une réévaluation des perspectives économiques à l'échelle internationale.

Au milieu de l'été, les signes que le ralentissement de l'activité dans le monde, et ici au Canada, serait plus prononcé et plus long que prévu ont commencé à s'accumuler. C'est pourquoi, à la fin du mois d'août, la Banque a revu à la baisse ses prévisions concernant la croissance au Canada.

Les actes terroristes commis aux États-Unis, et leurs répercussions un peu partout dans le monde, ont beaucoup accentué l'incertitude et assombri encore davantage les perspectives de croissance à court terme. Étant donné les effets directs des attentats, leurs conséquences immédiates sur la confiance des ménages et des entreprises, et les ajustements nécessaires pour faire face aux risques accrus à la sécurité, nous nous attendons maintenant à ce que la croissance au Canada soit à peu près nulle ou légèrement négative au second semestre de 2001. Pour l'ensemble de l'année, elle devrait ainsi avoisiner 1 1/2 %.

Pour ce qui est de 2002, le moment et l'ampleur de la reprise de l'activité dépendront essentiellement de la conjoncture géopolitique et de la rapidité avec laquelle la confiance retournera à la normale en Amérique du Nord. En ce qui concerne ce dernier aspect, on peut imaginer deux scénarios. Dans le premier, la confiance pourrait se rétablir rapidement, et l'économie pourrait retrouver sa vigueur à la faveur des mesures fortement expansionnistes déjà mises en place. Dans le second, la confiance pourrait demeurer fragile encore un certain temps et, par conséquent, la croissance resterait anémique durant la majeure partie de 2002.

Dans les deux cas, notre économie devrait fonctionner encore, à la fin de l'an prochain, en deçà des limites de sa capacité. La Banque s'attend donc à ce que l'inflation mesurée par l'indice de référence descende à quelque 1 1/2 % au second semestre de 2002. Si les cours de l'énergie restent aux niveaux affichés début septembre ou en dessous, l'inflation mesurée par l'IPC global devrait aussi tomber à environ 2 % d'ici la fin de 2001, pour ensuite glisser sous ce niveau en 2002.

À la lumière de ces facteurs, nous avons décidé, le 23 octobre, d'abaisser de nouveau notre taux directeur de 3/4 de point de pourcentage. Les réductions totalisant 3 points de pourcentage opérées depuis janvier visent à soutenir la croissance et à maintenir l'inflation près de notre cible de 2 % à moyen terme.

Étant donné la grande incertitude qui règne actuellement et son caractère unique, la Banque continuera de suivre de très près l'évolution de la situation.

